



DÉPARTEMENT DE SEINE ET
MARNE

ARRONDISSEMENT DE
FONTAINEBLEAU

CANTON DE FONTAINEBLEAU

Téléphone : 01.64.24.14.15

Télécopie : 01.64.24.10.15

E. Mail : mairie.buthiers@wanadoo.fr

Site : www.buthiers.ff

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE BUTHIERS

7, rue des Roches - 77760 BUTHIERS

NOTE DE PRÉSENTATION BRÈVE ET SYNTHÉTIQUE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020

Sommaire :

I. Le cadre général du budget

II. La section de fonctionnement

III. La section d'investissement

IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

annexe : extrait du CGCT

I. Le cadre général du budget

L'article L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit-être jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle est disponible sur le site internet de la Commune. <https://buthiers.fr/>

Le compte administratif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées pour l'année 2020, du 1^{er} janvier au 31 décembre. Il doit être voté au plus tard au 30 juin 2021.

Le compte administratif 2020 a été voté le 29 mars 2021 par le conseil municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat général de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux.

II. La section de fonctionnement

a) Généralités

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, impôts, remboursement des crédits...).

Pour notre commune :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (locations de la salle polyvalente, concessions cimetière et redevances essentiellement), aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat.

Les recettes de fonctionnement 2020 représentent 787 661,90 euros (recettes réelles : 616 482,71 + excédent N- 1 : 171 179,19).

Les dépenses de fonctionnement 2020 sont constituées par l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations, les salaires et indemnités du personnel et des élus et les intérêts des emprunts à payer.

Les dépenses de fonctionnement 2020 représentent 539 821,35 euros.

Les salaires représentent 21% des dépenses de fonctionnement de la commune. (3 agents titulaires)

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement (76 661,36 € pour 2020 sans l'excédent et 247 840,55 € avec l'excédent), c'est-à-dire la capacité de la Commune à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

L'autofinancement doit permettre à minima de financer le capital des emprunts de la commune. Le capital des emprunts s'élève à 54 165,81 € en 2020.

Il existe trois principaux types de recettes pour une ville :

- Les impôts locaux :

Montant réalisé en 2020 : 492 674,43 €, soit 79,91 % des recettes de fonctionnement de la commune).

- Les dotations versées par l'État :

Ces dernières années, les aides de l'État sont en constante diminution, faisant mécaniquement beaucoup baisser les recettes de fonctionnement des communes.

A titre d'exemple, on peut observer l'évolution du montant de la Dotation Générale de Fonctionnement, principale dotation versé par l'État aux Communes, sur les six dernières années 2015 : 77 643,00 € ; 2016 : 65 092,00 € ; 2017 : 50 123,00 €, 2018 : 48 292,69 €, en 2019 : 40 966 €, en 2020 : 36 747 €.

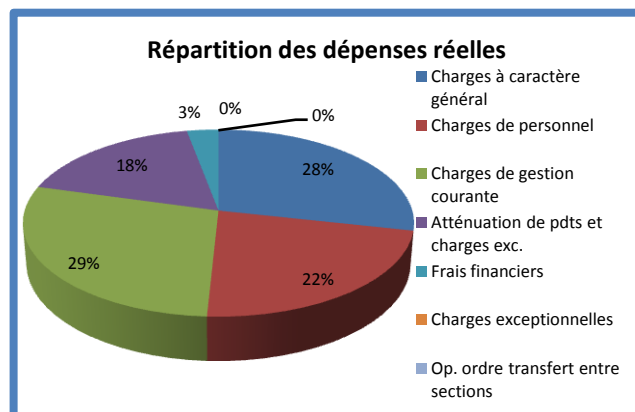
- Les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population (location de la salle polyvalente) : Montant réalisé en 2020 : 1 207,23 €

b) Vue d'ensemble de la section de fonctionnement :

Fonctionnement dépenses				Fonctionnement recettes			
		BP/DM 2020	CA 2020			BP/DM 2020	CA 2020
.011	Charges à caractère général (combustibles, énergie, entretien bâtiments et voirie, cérémonies)	775 970,00	539 821,35	.013	Atténuations de charges (remb. De rémunération du personnel)	17 125,00	17 125,00
.012	Charges du personnel	136 556,00	120 953,47	70	Produits des services (concessions cimetière, occupations domaine public)	8 197,81	6 203,54
.014	Atténuation de produits (reversement de fiscalité à l'Etat ou à l'interco.)	97 136,00	95 749,00	73	Impôts et taxes	485 808,00	492 674,43
.042	Opération d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00	.042	Opération d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (contributions aux syndicats, subventions, indemnités élus)	165 754,00	153 721,69	74	Dotations et participations	89 510,00	94 422,22
66	Charges financières (intérêts des emprunts)	16 014,18	16 014,18	75	Autres produits de gestion courante (locations salle poly.)	4 150,00	1 208,18
67	Charges exceptionnelles (titres annulés)	500,00	0,00	76	Produits financiers	0,00	0,00
.022	Dépenses imprévues de fonctionnement	30 436,00		77	Produits exceptionnels	0,00	4 849,34
.023	Virement à la section investissement	122 250,00		.002	Excédent antérieur reporté	171 179,19	
TOTAL		775 970,00	539 821,35	Total		775 970,00	616 482,71

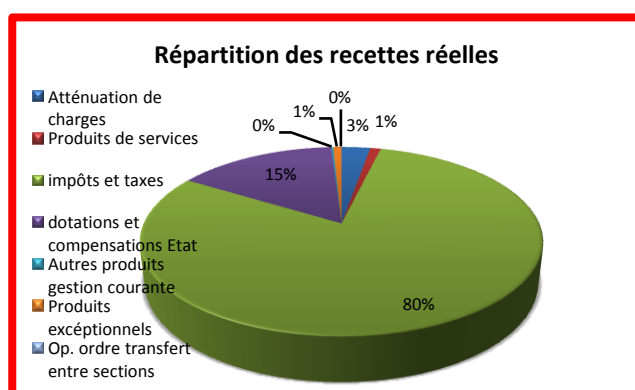
Répartition des dépenses réelles

	CA 2020	%
Charges à caractère général	153 382.01	28.41%
Charges de personnel	120 953.47	22.41%
Charges de gestion courante	153 721.69	28.48%
Atténuation de pdts et charges exc.	95 749.00	17.74%
Frais financiers	16 014.18	2.97%
Charges exceptionnelles	-	0.00%
Op. ordre transfert entre sections	-	0.00%
Total des dépenses réelles	539 820.35	100.00%



Répartition des recettes réelles

	CA 2020	%
Atténuation de charges	17 125.00	2.78%
Produits de services	6 203.54	1.01%
impôts et taxes	492 674.43	79.92%
dotations et compensations Etat	94 422.22	15.32%
Autres produits gestion courante	1 208.18	0.20%
Produits exceptionnels	4 849.34	0.79%
Op. ordre transfert entre sections	-	0.00%
Total des dépenses réelles	616 482.71	100.00%



III. La section d'investissement

a) Généralités

Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la commune à moyen ou long terme. Elle concerne des actions de dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Pour un foyer, l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ...

Le budget d'investissement de la ville regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.

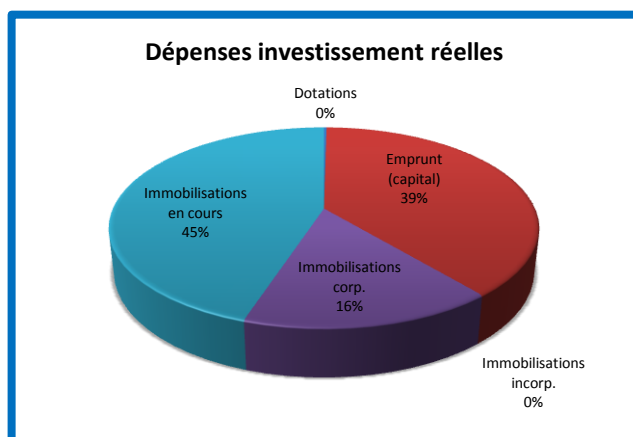
- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (Taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : des subventions relatives à l'aménagement de la mairie, de la voirie, du réseau d'éclairage public...).

b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement

Investissement dépenses				Investissement recettes			
		BP / DM 2020	CA 2020			BP / DM 2020	CA 2020
.001	Déficit antérieur reporté	48 709,22		.001	Excédent antérieur reporté	0,00	
.020	Dépenses imprévues d'investissement	8 869,97		.021	Virement de la section de fonctionnement	122 250,00	
10	Dotations, fonds divers et réserves	330,00	326,62	.024	Produits de cessions	0,00	0,00
16	Emprunt (remb. du capital)	54 165,81	54 165,81	.040	Opération d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (PLU)	10 000,00	0,00	10	Dotations	96 809,31	100 187,72
21	Immobilisations corporelles	58 470,00	22 623,42	13	Subventions d'investissement	27 015,69	32 773,54
23	Immobilisations en cours	65 530,00	69 936,90	16	Emprunt	0,00	0,00
TOTAL		246 075,00	140 052,75	TOTAL		246 075,00	132 961,26

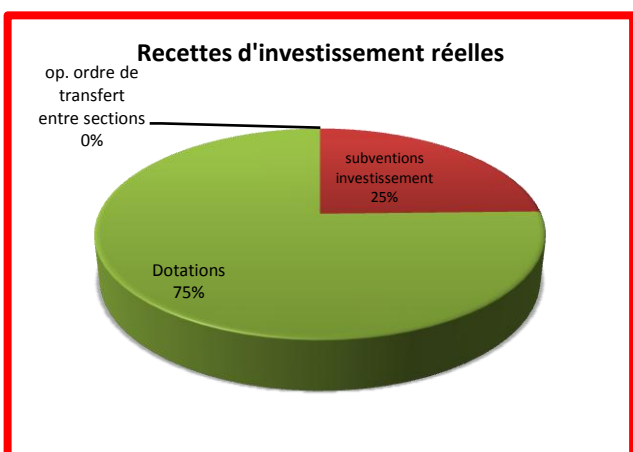
Dépenses d'investissement réelles

	CA 2020	%
Dotations, fonds divers	326.62	0.23%
Emprunt (capital)	54 165.81	38.68%
Immobilisations incorp.	-	0.00%
Immobilisations corp.	22 623.42	16.15%
Immobilisations en cours	62 936.90	44.94%
Total des dépenses réelles	140 052.75	100.00%



Recettes d'investissement réelles

	CA 2020	%
op. ordre transfert entre se	0	0.00%
subventions investissement	32 773.54	24.65%
Emprunt	-	0.00%
Dotations	100 187.72	75.35%
Total des dépenses réelles	132 961.26	100.00%



IV. Les données synthétiques du compte administratif – Synthèse

a) Synthèse du compte administratif 2020

Fonctionnement		Investissement		Résultat de clôture de l'exercice
Recettes exercice	616 482,71	Recettes exercice	132 961,26	
Dépenses exercice	539 821,35	Dépenses exercice	140 052,75	
Résultat exercice 2020	76 661,36	Résultat exercice 2020	- 7 091,49	
Résultat de clôture exercice 2019	171 179,19	Résultat de clôture exercice 2019	- 48 709,22	
Résultat de clôture 2020	247 840,55	Résultat de clôture 2020	- 55 800,71	192 039,84

RAR	0,00
------------	-------------

Déficit global investissement	-55 800,71
--------------------------------------	-------------------

intégration résultat par opé. Ordre non budgétaire : Dissolution SCOT Fontainebleau 06.11.2017				Résultat de clôture de l'exercice après intégration du résultat de la dissolution du SCOT de Fontainebleau
	37,10		900,00	
Excédent cumulé (FR002)	247 877,65		- 54 900,71	192 976,94

Déficit global investissement	-54 900,71
--------------------------------------	-------------------

Affectation du Résultat

Excédent de Fonctionnement RF.002	192 976,94	Déficit d'investissement DI.001	- 54 900,71
		Affectation de fonctionnement RI.1068	54 900,71

b) Principaux ratios :

Pour se rendre compte de la mesure d'un budget communal et l'illustrer, la pratique est d'établir différents ratio : Dépenses réelles de fonctionnement ou d'investissement rapportées à la population ; encours de la dette rapporté à la population etc...

Pour BUTHIERS, en tenant comptes des résultats du compte administratif 2020, ils sont les suivants :

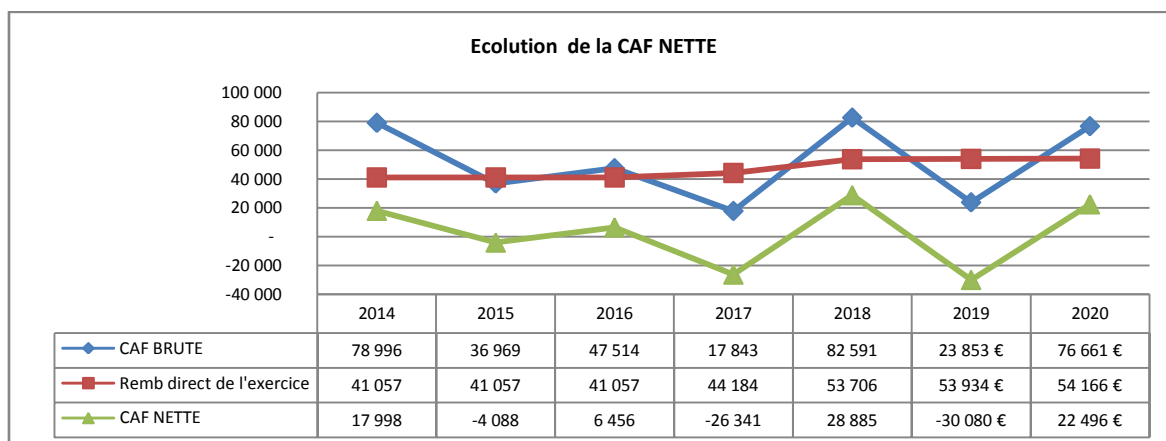
- o Dépenses réelles de fonctionnement / population : 723,62 €/habitant (539 821,35 / 746)
- o Produit des impositions directes / population : 660,42 €/habitant (492 674,43 / 746)
- o Recettes réelles de fonctionnement / population : 1 055,84 € (787 661,90/746)

o Autofinancement CAF nette

La CAF nette est un indicateur de gestion qui mesure, exercice après exercice, la capacité de la collectivité à dégager au niveau de son fonctionnement des ressources propres pour financer ses dépenses d'équipement, une fois ses dettes remboursées.

CAF NETTE de +22 495,55 € (76 661,36 – 54 165,81)

(CAF brute (recettes réelles de fonctionnement moins dépenses réelles de fonctionnement : 616 482,71 – 539 821,35 = 76 661,36) moins recettes le capital d'emprunt (54 165,81 €),



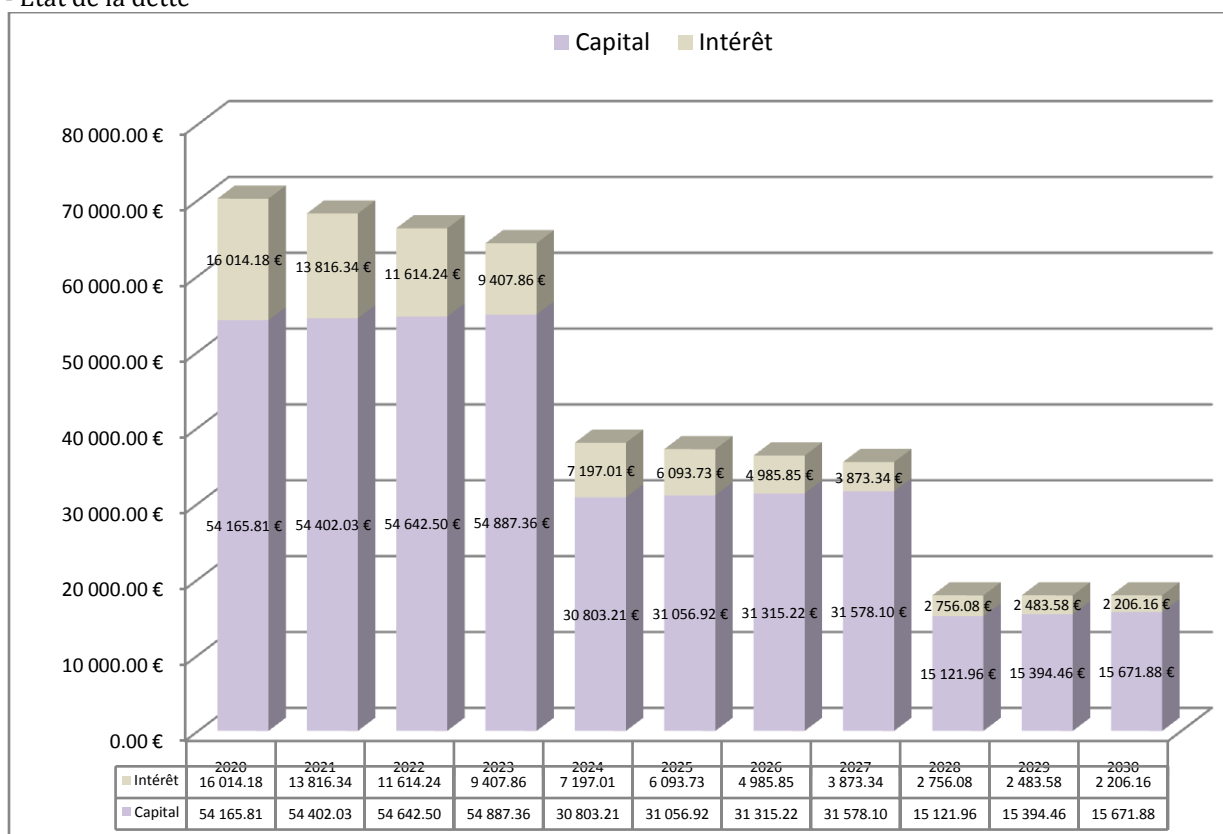
c) Etat de la dette

Au 31 décembre 2020, le capital des emprunts à rembourser s'élevait à 54 165,81€ et intérêts de 16 014,18 €.

Encours de la dette bancaires au 31/12/2020 : 448 306,46 €.

- Ratio encours de la dette / population : 600,94 € (448 306,46 / 746)

- État de la dette



Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L 3121- 17, L 4132-16, L.5211-46, L 5421-5, L 5621-9 et L 5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.

Annexe

Code général des collectivités territoriales – extrait de l'article L2313-1

Les budgets de la commune restent déposés à la mairie et, le cas échéant, à la mairie annexe où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le département.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du maire.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L2343-2, sont assortis en annexe :

- 1° De données synthétiques sur la situation financière de la commune ;*
- 2° De la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;*
- 3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune. Ce document est joint au seul compte administratif ;*
- 4° De la liste des organismes pour lesquels la commune :
 - a) détient une part du capital ;*
 - b) a garanti un emprunt ;*
 - c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.*La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune ;*
- 5° Supprimé ;*
- 6° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;*
- 7° De la liste des délégataires de service public ;*
- 8° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l'article L 300-5 du code de l'urbanisme ;*
- 9° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale ou de l'établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l'article L1414-1;*
- 10° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat.*

Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire.

Dans ces mêmes communes de 3 500 habitants et plus, les documents visés au 1° font l'objet d'une insertion dans une publication locale diffusée dans la commune.

Les communes et leurs groupements de 10 000 habitants et plus ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et qui assurent au moins la collecte des déchets ménagers retracent dans un état spécial annexé aux documents budgétaires, d'une part, le produit perçu de la taxe précitée et les dotations et participations reçues pour le financement du service, liées notamment aux ventes d'énergie ou de matériaux, aux soutiens reçus des éco-organismes ou aux aides publiques, et d'autre part, les dépenses, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Les établissements publics de coopération intercommunale et les communes signataires de contrats de ville présentent annuellement un état, annexé à leur budget, retraçant les recettes et les dépenses correspondant aux engagements pris dans le cadre de ces contrats. Y figurent l'ensemble des actions conduites et des moyens apportés par les différentes parties au contrat, notamment les départements et les régions, en distinguant les moyens qui relèvent de la politique de la ville de ceux qui relèvent du droit commun.

Pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements.

Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présentation prévue au précédent alinéa ainsi que le rapport adressé au conseil municipal à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice prévu à l'article L2312-1, la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte administratif, conformément à l'article L2121-12, sont mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, après l'adoption par le conseil municipal des délibérations auxquelles ils se rapportent et dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.